

Collectivités, Empruntez durable !

FORUM DETTE - ASSISES DE L'AFIGESE 2023



PROGRAMME

- 1) Reclaim Finance
- 2) Présentation des enjeux
 - Justice climatique
 - Justice fiscale et sociale
- 3) Passage à l'action
 - Pourquoi agir ?
 - Comment agir ?
 - Présentation du questionnaire Reclaim Finance x Oxfam

1

RECLAM FINANCE

METTRE LA FINANCE AU SERVICE DU CLIMAT

À elles seules, les infrastructures d'énergie fossile existantes conduisent à un réchauffement supérieur à 1,5 °C.



giec
Groupe d'expertise et de conseil
intergouvernemental sur l'évolution du climat



International
Energy Agency

500 Gt
Co2-éq



660 Gt
Co2-éq

1. Cesser les soutiens financiers aux nouveaux projets fossiles
2. Engager les acteurs du secteur de l'énergie à réellement transitionner
3. Multiplier les investissements dans la sobriété énergétique et les énergies propres

2.a

PRÉSENTATION DES ENJEUX Justice Climatique

Depuis 2016,

130

milliards d'€

versés dans les
100 plus grand
développeurs
de projets
fossiles

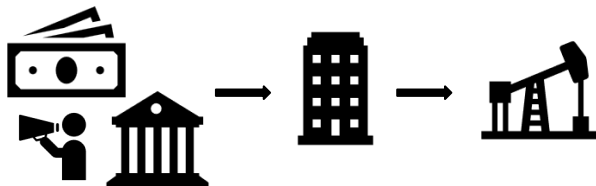
- Prêts directs à des projets



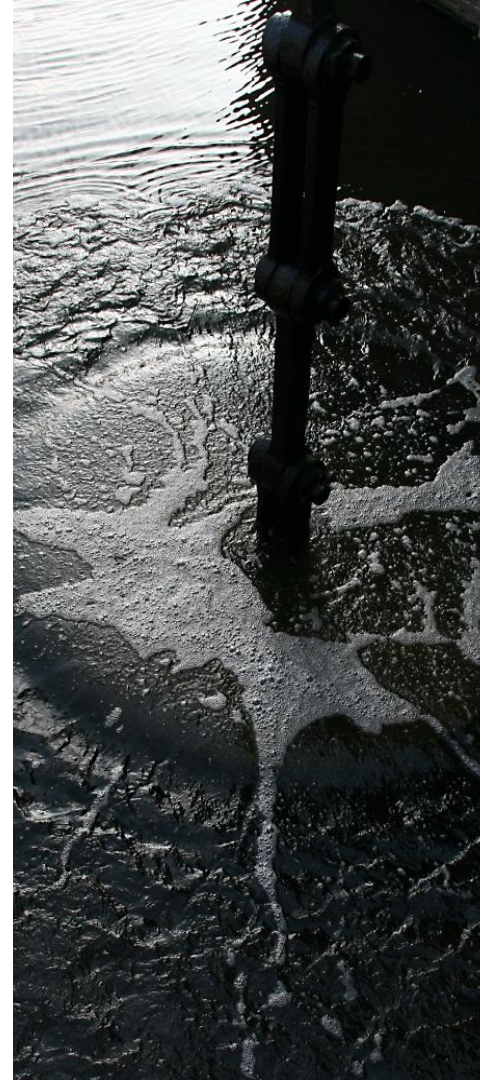
- Prêts aux entreprises qui participe à l'expansion pétro-gazière



- Aide à l'émission d'obligation



source chiffres: [Reclaim Finance](#)



2.b

PRÉSENTATION DES ENJEUX Justice Fiscale & Sociale

Sur 20 ans,

33

milliards d'€

d'évasion
fiscale pour
l'Etat français
(CumExfiles)



28,5%



3

PASSAGE A L'ACTION POURQUOI ?

1. Des projets locaux durables qui servent la **communication** des banques
2. Une cohérence entre le levier financier d'une collectivité et son effort de participation au **développement local durable**

Quatorze maires de grandes villes demandent aux banques de se détourner des énergies fossiles

Dans une tribune publiée samedi 5 novembre 2022, des maires socialistes et écologistes se positionnent contre les énergies fossiles et appellent les banques à se diriger vers « une économie plus durable ».



3

PASSAGE A L'ACTION COMMENT ?



BORDEAUX


Avril

lancement de la
démarche auprès des
banques

Juillet

La ville adresse le
questionnaire aux
banques

Septembre

Analyse des
questionnaires

Octobre

Lancement de la
campagne d'emprunt
de la ville

Novembre

Choix d'un contrat d'emprunt
parmi les propositions aux
conditions financières et
extra-financières vertueuses

1- Renseignements généraux sur l'établissement financier							
Nom de l'établissement financier							
Adresse postale							
Nom et position dans l'organisation de la personne répondant au questionnaire							
Date du dernier DPREL ou autre rapport RSE							
Effectifs de l'établissement sur le territoire de la ville							
Localisation du siège régional (si existant)							
2- Informations relatives à l'éthique des affaires							
Votre établissement est-il implanté dans l'un des Etats ou territoires non coopératifs (article 208-A du CGI) ?	Non						
Pays concernés :	L.	2.	3.	4.	5.		
Type d'activité :	L.	2.	3.	4.	5.		
Nombre d'employés :	L.	2.	3.	4.	5.		
Chiffre d'affaire :	L.	2.	3.	4.	5.		
Bénéfice net :	L.	2.	3.	4.	5.		
Impôts payés :	L.	2.	3.	4.	5.		
Votre établissement a-t-il des partenariats avec des établissements commerciaux des Etats ou territoires non coopératifs (article 208-A du CGI) ?	Non						
Pays concernés :	L.	2.	3.	4.	5.		
Type d'activité :	L.	2.	3.	4.	5.		
Nombre d'employés :	L.	2.	3.	4.	5.		
Chiffre d'affaire :	L.	2.	3.	4.	5.		
Bénéfice net :	L.	2.	3.	4.	5.		
Impôts payés :	L.	2.	3.	4.	5.		
Votre établissement est-il implanté dans l'un des Etats ou territoires non coopératifs figurant dans la liste noire ou la liste grise de l'Union européenne ?	Oui						
Pays concernés :	L.	2.	3.	4.	5.		
Type d'activité :	L.	2.	3.	4.	5.		
Nombre d'employés :	L.	2.	3.	4.	5.		
Chiffre d'affaire :	L.	2.	3.	4.	5.		
Bénéfice net :	L.	2.	3.	4.	5.		
Impôts payés :	L.	2.	3.	4.	5.		
Votre établissement a-t-il des partenariats avec des établissements commerciaux des Etats ou territoires non coopératifs figurant dans la liste noire ou la liste grise de l'Union européenne ?	Oui						
Pays concernés :	L.	2.	3.	4.	5.		

3

PASSAGE A L'ACTION COMMENT ?



Compatible avec la
législation en vigueur



Préserve les capacités de
financement de la collectivité



Souveraineté de la
collectivité dans
l'analyse et dans la
décision d'emprunt

3.c

PASSAGE A L'ACTION

PRÉSENTATION DU QUESTIONNAIRE

1- Renseignements généraux sur l'établissement financier

Nom de l'établissement financier	
Adresse postale	
Nom et position dans l'organisation de la personne répondant au questionnaire	
Date du dernier DPEF ou autre rapport RSE	
Effectifs de l'établissement sur le territoire de la ville	
Localisation du siège régional (si existant)	

2- Informations relatives à l'éthique des affaires

Votre établissement est-il implanté dans l'un des Etats ou territoires non coopératifs ([article 238-0 A du CGI](#)) * ?

Non

Pays concernés :	1.	2.	3
Type d'activité :	1.	2.	3
Nombre d'employés	1.	2.	3
Chiffre d'affaire :	1.	2.	3
Bénéfice net :	1.	2.	3
Impôts payés :	1.	2.	3

Votre établissement a-t-il des partenariats avec des établissements commerciaux des Etats ou territoires non coopératifs ([article 238-0 A du CGI](#)) * ?

Non

Pays concernés :	1.	2.	3
Type d'activité :	1.	2.	3
Nombre d'employés	1.	2.	3
Chiffre d'affaire :	1.	2.	3
Bénéfice net :	1.	2.	3
Impôts payés :	1.	2.	3



LISTE NOIRE
LISTE GRISE
LISTE D'OXFAM



Votre Groupe a-t-il été condamné pour des faits relatifs au blanchiment d'argent, à la corruption et à la fraude fiscale par une juridiction française, européenne ou internationale ?

Oui

Si oui, précisez :
Numéro de dossier de jugement

Avez-vous signé le questionnaire Wolsberg en matière de lutte contre le blanchiment d'argent ?

Non

**the
Wolsberg
Group**



2- Informations relatives à la responsabilité climatique

<p>Votre établissement a-t-il adopté une stratégie de réductions de ses émissions de gaz à effet de serre (scopes 1, 2 et 3 / en valeur absolue) ?</p>	<p>Oui</p>		
<p>Si oui, précisez : <i>l'ensemble de ces cibles, si ces cibles sont supérieures ou inférieures à une réduction de 50% des GES (scope 1-3) en 2030 par rapport à l'année de référence 2019</i></p>			
<p>Votre établissement participe-t-il au financement de projets relevant du secteur du charbon ou d'entreprises qui développent ces projets listées dans la Global Coal Exit List ? <i>(financements de projets, prêts généraux et aide à l'émission de nouvelles actions ou obligations)</i></p>	<p>Oui</p>		
<p>Quel montant sur les 3 dernières années :</p>			
<p>Des engagements de sorties ont-ils été pris par votre établissement concernant son financement des énergies fossiles ?</p>	<p>Oui</p>		
<p>Si oui, précisez <i>date d'engagement de sortie pour chaque type d'énergie et les services financiers concernés par chaque engagement</i></p>			
<p>charbon</p>			
<p>pétrole</p>			
<p>Votre établissement participe-t-il au financement des énergies renouvelables (éolien ou solaire) ou à la rénovation énergétique performante des bâtiments ?</p>	<p>Oui</p>		
<p>Si oui, précisez <i>montants en valeur absolue, évolution de leurs parts dans l'encours total de prêts</i></p>			
<p>Avez-vous mis en place une politique afin de lutter contre la déforestation ?</p>	<p>Non</p>		
<p>Si oui, précisez <i>dans quelle mesure elle répond aux exigences de la roadmap DeforestationFreeFinance de Global Canopy ?</i></p>			

urgewald



GES

Financement & date de sortie charbon, pétrole et gaz, non-conventionnel

Energie renouvelable ou rénovation énergétique

Déforestation



2- Informations relatives à la responsabilité sociale

Indicateurs sociaux	2022	2021	2020	
% d'écart de salaire femmes/hommes				(fem
% d'écart de salaire femmes/hommes chez les cadres				(fem
% d'écart de salaire femmes/hommes chez les non-cadres				hom
% de femme dans le comité exécutif				
% de femme au conseil d'administration				
Ratio d'équité (écart de rémunération entre la plus haute rémunération et la rémunération moyenne)				
% de salariés en situation de handicap				
Votre Groupe a-t-il été condamné pour des faits relatifs à une discrimination par une juridiction française, européenne ou internationale sur les 3 dernières années ? <i>Numéro de dossier de jugement</i>	Non ▼			
Si oui précisez :				
Votre établissement a-t-il adopté une politique de soutien à				
<i>Si oui, précisez :</i> <i>+ Ressource : les entreprises de l'ESS sont listées ici.</i>				
Votre établissement a-t-il adopté une politique de soutien à l'économie et à l'emploi local sur le territoire de la ville et/ou régional ?	Oui ▼			
Si oui, précisez :				

Inégalités femmes - homme

Inégalités dans les salaires

Handicap

Discrimination

Economie Sociale et Solidaire

Politique de soutien à l'emploi local

6

CONTACT

Julie Sansoucy,

Chargée de campagne Engagement société civile
Chez Reclaim Finance

julie.sansoucy@reclaimfinance.org





Merci !